

Lettre ouverte aux députés genevois **Transitions de genre des mineurs : l'erreur politique, tous bords confondus**

Mesdames, Messieurs les chefs de groupe,

En ma qualité de président de l'association *Perspective catholique*, je me permets de vous adresser le texte ci-dessous et intitulé «Transitions de genre des mineurs : l'erreur politique, tous bords confondus».

Depuis plusieurs années, notre association suit avec attention et constance la question des transitions de genre, en particulier lorsqu'elles concernent des mineurs. À ce titre, *Perspective catholique* a publié de nombreux articles relayant les alertes de médecins, de chercheurs et de praticiens hospitaliers, tant en Suisse qu'à l'étranger, sur les dérives médicales, scientifiques et éthiques observées dans ce domaine.

Le texte que je vous transmets aujourd'hui s'inscrit dans cette continuité. Il s'appuie sur des faits documentés, des données officielles et des prises de position récentes de sociétés savantes internationales, qui mettent en lumière la fragilité des bases scientifiques entourant les transitions médicales chez les mineurs, ainsi que les risques majeurs liés à des traitements et interventions irréversibles.

La décision prise par le Grand Conseil de Genève en ce début d'année de ne pas encadrer plus strictement ces pratiques engage une responsabilité politique lourde, au regard :

- de l'absence de consensus scientifique solide,
- du caractère irréversible de certaines interventions,
- et de la vulnérabilité particulière des enfants et adolescents concernés.

À l'heure où des institutions médicales de premier plan recommandent explicitement de différer ces interventions jusqu'à la majorité, il apparaît indispensable que les autorités politiques acceptent de rouvrir un débat approfondi, serein et transparent, fondé sur la prudence médicale, la rigueur scientifique et le principe fondamental de protection des mineurs.

Par cette démarche, notre intention n'est ni polémique ni partisane. Elle vise à rappeler que, sur un sujet aussi grave, l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer sur toute considération idéologique.

Je vous remercie de l'attention que vous porterez à ce texte, je vous prie de bien vouloir le porter à la connaissance des députés de votre groupe, ainsi que l'article mentionné, et je vous prie de croire, Mesdames, Messieurs, à l'expression de ma considération distinguée.

Eric Bertinat, ancien député
Président de Perspective catholique

Article mentionné, voir page suivante !

Transitions de genre des mineurs : l'erreur politique, tous bords confondus



Eric Bertinat - Malgré les alertes répétées de médecins, de chercheurs et désormais de grandes sociétés savantes internationales, les responsables politiques, de gauche comme de droite, persistent à imposer une vision idéologique de la transition de genre chez les mineurs, au mépris de la prudence médicale, de la rigueur scientifique et de la protection des enfants.

Les mises en garde ne viennent plus de cercles périphériques ou de voix isolées. Elles émanent aujourd'hui de praticiens hospitaliers reconnus, de chercheurs, de lanceurs d'alerte et, désormais, d'institutions médicales majeures. Pourtant, dans plusieurs pays européens, et notamment en Suisse, ces alertes continuent d'être ignorées, minimisées ou purement et simplement étouffées par le pouvoir politique.

Suisse : quand les médecins alertent, le débat est verrouillé

L'affaire révélée par la presse suisse et reprise par Perspective catholique en décembre 2023 est à cet égard emblématique. Des médecins de premier plan, parmi lesquels l'endocrinologue pédiatrique Urs Eiholzer, le pédiatre genevois Daniel Halperin et l'ancien président de la FMH Jacques de Haller, ont publiquement dénoncé l'absence de fondements scientifiques solides des protocoles de transition appliqués à des mineurs.

Leur critique porte notamment sur l'«approche affirmative», devenue quasi dogmatique, qui consiste à valider sans réel examen psychologique approfondi le ressenti subjectif d'enfants ou d'adolescents, et à les engager rapidement dans des parcours médicaux lourds : bloqueurs de puberté, hormones croisées, mastectomies, voire chirurgies génitales.

Ces médecins ne contestent ni la souffrance des jeunes concernés ni la nécessité d'un accompagnement sérieux. Ils dénoncent en revanche une confusion grave entre bienveillance et précipitation, entre écoute et abdication du discernement médical. Plus inquiétant encore, leurs tentatives d'ouvrir un débat scientifique ont été bloquées : courriers non publiés, critiques qualifiées d'«insuffisamment scientifiques», silence éditorial prolongé. La science, ici, ne tranche plus : elle est filtrée.

Mineurs, chirurgie et hormones : une fuite en avant inquiétante

Les chiffres officiels confirment pourtant l'ampleur du problème. En Suisse, la demande de mesures de réassignation sexuelle a explosé en quelques années, en particulier chez les adolescentes. Entre 2018 et 2021, des jeunes filles âgées de 10 à 14 ans ont subi des ablations chirurgicales des seins pour dysphorie de genre, sans autre indication médicale reconnue.

Ces décisions sont prises à un âge marqué par la vulnérabilité psychique, la construction identitaire, l'influence du groupe et, souvent, la coexistence de troubles anxieux, dépressifs ou du spectre autistique. Engager des enfants dans des traitements irréversibles dans un tel contexte relève moins de la médecine prudente que d'une expérimentation sociale à grande échelle.

Genève : la politique entérine l'idéologie

C'est dans ce contexte déjà alarmant que le Grand Conseil de Genève, à l'exception de l'UDC, a choisi de refuser toute interdiction ou limitation claire de la transition de genre chez les mineurs. Cette décision constitue une faute politique majeure.

En ignorant les alertes médicales, en refusant d'appliquer le principe de précaution, les députés genevois ont fait un choix idéologique assumé : celui de consacrer une vision militante du genre plutôt que de protéger les enfants. Le plus grave est que cette décision a été prise tous bords confondus, révélant une forme de consensus mou où la peur d'être accusé de discrimination l'emporte sur la responsabilité éthique.

Le rôle du politique n'est pourtant pas de suivre aveuglément des protocoles contestés, ni de transformer des enfants en symboles de combats culturels. Il est de garantir un cadre protecteur lorsque la science est incertaine et les conséquences irréversibles. En l'occurrence, le Grand Conseil a choisi l'aveuglement.

Un tournant international : le vernis scientifique se fissure

Alors que Genève persiste, le débat international, lui, évolue. L'article publié par *Le Figaro* le 10 février 2026 marque un tournant décisif. Pour la première fois, une grande société savante, l'*American Society of Plastic Surgeons*, ([Société américaine des chirurgiens plasticiens](#)), recommande officiellement de reporter toute chirurgie de changement de sexe après la majorité, fixée à 19 ans.

Cette prise de position intervient dans un contexte explosif : révélations sur les pratiques de la *World Professional Association for Transgender Health* (WPATH ou [Association professionnelle mondiale pour la santé des personnes transgenres](#)), documents internes montrant des manipulations de processus scientifiques, occultation de données défavorables, pressions pour empêcher la publication de revues systématiques indépendantes.

WPATH :

quand l'autorité médicale manipule la science

Présentée depuis des années comme la référence mondiale en matière de « médecine de genre », la WPATH apparaît aujourd'hui sous un jour beaucoup moins rassurant. Les revues indépendantes commandées à des experts de la médecine fondée sur les preuves n'ont pas confirmé les bénéfices attendus des traitements hormonaux et chirurgicaux chez les mineurs. Elles ont donc été, pour l'essentiel, censurées.

Malgré cela, les « normes de soins » ont continué d'être diffusées comme si elles reposaient sur des preuves solides, induisant en erreur autorités sanitaires, assureurs et tribunaux. Cette situation engage la responsabilité morale et juridique de ceux qui ont imposé ces recommandations sans transparence.

Reporter, douter, protéger : le rappel salutaire de la médecine

La position de l'*American Society of Plastic Surgeons* est limpide : un traitement médical doit améliorer la santé, pas simplement satisfaire une demande. Les chirurgies liées au genre chez les mineurs comportent des risques éthiques, cliniques et juridiques accrus. Les effets sont irréversibles, les bénéfices à long terme non démontrés, et la responsabilité des praticiens pleinement engagée.

Le débat sur la transition de genre chez les mineurs ne peut plus être confisqué par l'idéologie, la peur du débat ou le confort politique. Il engage directement la protection de l'enfance.

En persistant à ignorer les signaux d'alarme, le Grand Conseil de Genève et d'autres responsables européens prennent une responsabilité historique : celle d'avoir préféré un consensus idéologique à la prudence médicale. Protéger les enfants n'est ni un rejet ni une stigmatisation. C'est un devoir fondamental.

À l'heure où le vent tourne à l'international, continuer à s'entêter relève moins du progrès que d'un grave aveuglement. —

« Le rôle du politique n'est pourtant pas de suivre aveuglément des protocoles contestés, ni de transformer des enfants en symboles de combats culturels. Il est de garantir un cadre protecteur lorsque la science est incertaine et les conséquences irréversibles. En l'occurrence, le Grand Conseil a choisi l'aveuglement. »

Une stratégie de sécurité suisse élaborée dans l'illusion et l'aveuglement



Jean-Pierre Saw - Lors de la reprise des activités du CHPM (Centre d'histoire et de prospective militaire) à Pully, le brigadier Markus Mäder est venu présenter la Stratégie de sécurité 2026 produite par son secrétariat d'Etat à la politique de sécurité (SEPOS), et proposée jusqu'en mars à la consultation. Il était accompagné de manière très significative par sa conseillère en communication. Derrière un discours lisse et des slides schématiques se cachaient quelques raccourcis et autres péchés contre le bon sens.

La fausse menace militaire

Selon le brigadier, «ce qui menace l'Europe menace la Suisse». La formule est belle : elle invite à la solidarité au sein du continent et sous-entend que l'Europe est effectivement menacée. Cette menace serait multiple, le brigadier n'a pas manqué de le mentionner en passant, mais la plus préoccupante viendrait évidemment de Russie. On connaît la rengaine. C'est la version officielle d'une partie de l'Union européenne influencée par la vision des pays baltes en la personne Kaja Kallas. Mais l'Estonie n'est pas l'Europe ; et l'Estonie est encore moins la Suisse. Une éventuelle menace à la frontière estonienne ne menace ni la sécurité, ni aucun autre intérêt de la Suisse. La Suisse ne peut rien y faire non plus, bien évidemment. Donc la situation en Estonie ne concerne pas la Suisse, ou très indirectement.

C'est pourtant ce sophisme qui guide le discours du SEPOS élaboré dans les laboratoires de la Berne fédérale. Le retour à la réalité se fait lorsqu'un officier suisse sur le terrain doit expliquer à ses soldats la menace contre laquelle la troupe va s'en-

trainer : les chars soviétiques ? les espions sous couvertures ? les missiles Oreshnik ? Il apparaît alors bien évident au bidasse moyen qu'aucun de ces épouvantails ne la concerne : lointaine, diffuse, insaisissable, cette prétendue menace ne berne personne. Ce d'autant que la guerre en Ukraine dure à présent plus longtemps que la Guerre patriotique de 1941-1945, qui avait permis de prendre Berlin.

La vraie solution politique

En effet, force est de constater que la résolution du conflit à l'Est de l'Europe ne peut passer que par un changement d'attitude politique et diplomatique. Il faut rétablir les liens avec la Russie, cesser de peindre le diable sur la muraille en reprenant à notre compte la propagande des autres sans recul ni considération des intérêts propres. Soyons clairs : la Russie n'est pas une menace pour la Suisse si nous le voulons bien. Elle a même été un des principaux clients des places de Zürich et surtout Genève, en bonne intelligence, depuis la chute du Mur.

Suite page suivante !

«Alors oui, Kaliningrad nous intéresse de loin, mais c'est Annemasse qui nous effraie réellement ! Nous sommes inquiets, parce qu'entre Lyon et la frontière genevoise s'accumule une population de jeunes, pauvres et idéologisés, qui n'ont pas grand-chose à perdre et lorgnent du côté de chez nous. Au moindre choc économique, ce sont les troubles sociaux qui s'enflammeront à nos portes.»

Il faut donc renouer avec notre politique de neutralité et même d'impartialité, nous afficher comme un médiateur, et cesser de nous prononcer sur les affaires du monde. Celui-ci se fiche d'ailleurs pas mal de l'avis de la Suisse, donc contentons nous modestement d'ouvrir nos portes pour faciliter la paix. Monsieur Cassis, en voyage à Moscou en tant que nouveau président de l'OSCE, commence un peu tard à le comprendre.

Le problème européen

Oui, nous sommes au cœur de l'Europe, et le sort de nos voisins nous intéresse ! Mais il nous intéresse surtout parce qu'il nous préoccupe :

- Economiquement, l'Europe est en phase de déclassement international. La France ne sait plus comment faire face à son endettement, tandis que l'Allemagne flirte depuis trois ans avec la récession. Désindustrialisé, le continent est devenu client du reste du monde : mais avec quel argent sinon celui de la dette ?
- Socialement, les pays qui nous entourent se fracturent : ce qui est dénoncé comme « la montée des extrêmes » ne fait que révéler une grogne populaire face à la paupérisation, l'insécurité et la perte du lien social entre communautés qui s'ignorent. En cas de crise économique, la cohabitation tournera à l'affrontement.
- Politiquement, les pays de l'Union européenne se déchirent sur tous les sujets du moment (Ukraine, Etats-Unis, défense, Mercosur, immigration, ...), laissant entrevoir la consommation proche des ruptures. L'appareil bruxellois, quant à lui, se distingue en même temps par sa faiblesse face aux grandes puissances et sa dureté avec les voix critiques. Notre compatriote Jacques Baud vient d'en faire les frais. La tentative de fédérer le continent autour de la question ukrainienne a échoué.

L'Europe nous préoccupe donc, parce qu'elle se fissure, parce qu'elle prend l'eau. Nos voisins immédiats nous inquiètent, parce qu'aujourd'hui des quartiers, demain des régions entières seront contrôlés par des narco-trafiquants et des caïds islamistes.

Alors oui, Kaliningrad nous intéresse de loin, mais c'est Anne-masse qui nous effraie réellement !

Nous sommes inquiets, parce qu'entre Lyon et la frontière genevoise s'accumule une population de jeunes, pauvres et idéologisés, qui n'ont pas grand-chose à perdre et lorgnent du côté de chez nous. À la moindre défaillance de l'Etat providence, la violence embrasera les rues de nos voisins. Voulons-nous vraiment nous rapprocher de cette Europe là ? Et quand le chef du SEPOS parle de « coopération », est-ce pour mieux nous défendre ou pour nous lier à un bateau qui coule ?

Pour un retour aux fondamentaux de notre politique étrangère La coopération et l'interopérabilité que prône Monsieur Mäder servent bien sûr à la formation de nos cadres et la bonne entente avec nos alliés naturels jusqu'à un certain point, mais la dénonciation systématique de la Russie comme menace relève de la dérive obsessionnelle. Elle est dangereuse, parce qu'elle nous aliène un grand pays, mais aussi parce qu'elle empêche d'envisager proprement les signaux qui s'accumulent à nos portes et, hélas, dans nos propres villes. En fait, ce sont toujours les voisins qui constituent la première menace. Il faut s'en rendre compte, à défaut de le crier sur les toits. Nous sommes certes pour une armée forte, mais une armée polyvalente, dont la mission première reste la défense de notre territoire, de notre population et de nos intérêts. Une appréciation faussée de la menace risque de mal orienter notre politique d'armement - à l'aide de la TVA, svp - vers des choix qui ne nous serviront pas en cas de déstabilisation à nos frontières. Les scandales des dernières années ont assez montré que nos autorités fédérales ont besoin du frein populaire et qu'un débat public est nécessaire pour cadrer leur action.

Ladite Stratégie reconnaît par ailleurs qu'une attaque directe de la Russie est peu probable, et c'est un euphémisme... Mais alors, pourquoi ne pas en tirer toutes les conséquences ? —

NOUS VOULONS CELEBRER LA FÊTE-DIEU DANS L'ESPACE PUBLIC

Chers lecteurs,

Comme vous le savez, à Genève, sous couvert de la laïcité de l'État, il ne nous est plus possible d'organiser une procession pour la Fête-Dieu, qui aura lieu le jeudi 4 juin 2026. **Perspective catholique** prépare donc une campagne d'affichage pour les deux premières semaines de juin, afin que le Saint-Sacrement du Corps et du Sang du Christ soit néanmoins présent dans nos rues, fût-ce sous la forme d'une affiche. Il s'agit aussi d'un moyen de rappeler et d'expliquer à l'ensemble des Genevois la solennité et la signification de cette grande fête.

Le budget de ce projet est estimé à 10'000 francs, et nous vous invitons à participer financièrement à cette action publique. Tous les dons sont les bienvenus. **À partir de 100 francs, chaque donateur recevra une affiche ou une affichette** selon votre souhait.

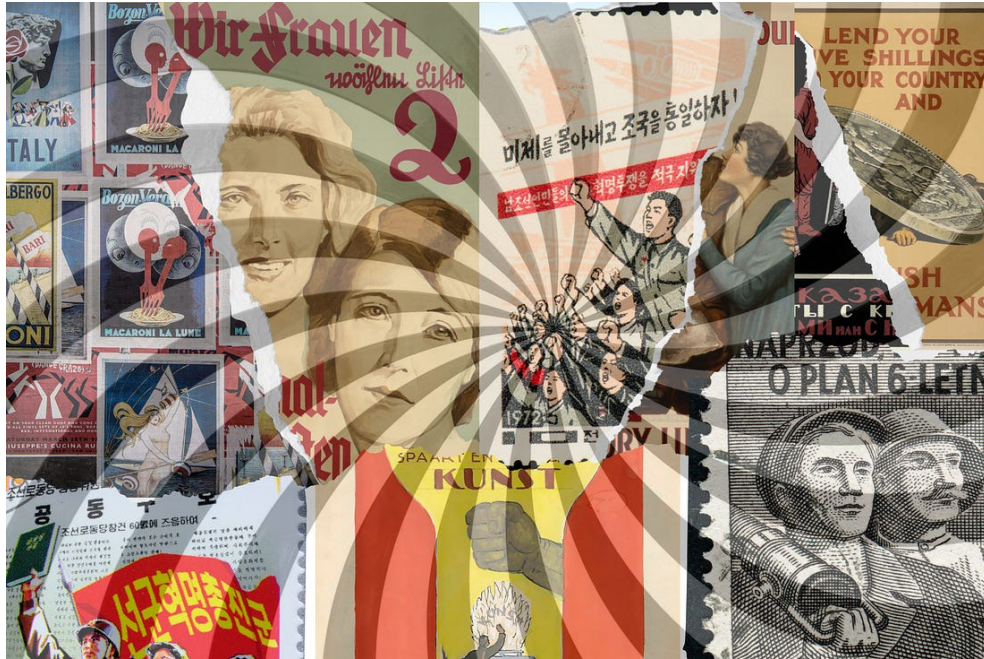
Banque Raiffeisen

CH21 8080 8004 5427 1100 1

Bénéficiaire : Perspective catholique – 1203 Genève

Merci par avance de votre participation à cette campagne d'affichage inédite à ce jour dans les rues genevoises. Une initiative inédite et qui ne passera pas inaperçue !

Ce que la « bataille culturelle » veut vraiment dire Et pourquoi elle est un symptôme, pas une solution



Lena Rey - Un récent sondage britannique, une interview assumée de Matthieu Pigasse et les débats suisses sur la redevance... une question centrale émerge en Europe : les médias doivent-ils refléter la société telle qu'elle est, ou la façonner selon ce qu'ils estiment souhaitable ?

Cette semaine, un sondage mandaté au Royaume-Uni a mis en lumière un phénomène saisissant mais prévisible : près de 70 % des Britanniques estiment que la BBC est déconnectée de la réalité sociale et politiquement biaisée dans sa couverture journalistique, alimentant un débat intense sur l'impartialité du principal service public d'information du pays. Est-ce spécifique à la Grande-Bretagne, ou le phénomène s'observe-t-il ailleurs en Occident ?

Le débat s'impose de plus en plus ces dernières années. Il n'y a qu'à voir les discussions autour de l'abaissement de la redevance en Suisse pour se rendre compte de l'accroissement de la polarisation. Quand une large majorité de citoyens estime que les médias ne sont plus un miroir du réel mais un filtre déformant, la menace démocratique n'est pas bien loin.

Matthieu Pigasse – propriétaire de médias français - le reconnaît sans détour. Dans une récente interview : il affirme mener une « bataille culturelle contre la droite radicale », un combat idéologique qu'il assume publiquement à travers les médias qu'il contrôle. Mais au moins, il reconnaît que tous les médias ont une ligne. Certains osent le dire, d'autres l'assument moins, mais la réalité reste la même : il n'existe pas d'information « purement neutre » sans positionnement ni choix éditorial.

Que se passe-t-il lorsqu'un patron de média estime incarner la République elle-même, le progrès, la justice sociale, et que les autres seraient, par nature, du mauvais côté de l'Histoire ?

Cela soulève des questions essentielles :

- Qui décide quels points de vue ont davantage leur place dans les médias ?
- Existe-t-il des idées illégitimes à façonner l'opinion publique ?
- Et au nom de quelles valeurs ou de quelles normes une opinion peut-elle être disqualifiée ou reléguée à la marge ?

Prenons un exemple suisse. L'UDC, le plus grand parti du pays rassemble près de 30 % des électeurs, une part significative de la population. Si certains médias estiment qu'un tel courant est méchant, mauvais, ou sans droit de cité, ont-ils pour autant le droit de disqualifier les électeurs qui y adhèrent ? Et que devient alors la notion de pluralisme, pierre angulaire de toute démocratie ?

La question dépasse largement la droite ou la gauche. Elle touche au rôle même des médias : sont-ils des lieux de confrontation des idées, ou des instruments de rééducation collective ? Doivent-ils refléter la société telle qu'elle est, ou la façonner selon ce qu'ils estiment souhaitable ?

L'Europe traverse une crise profonde : crise de confiance, crise politique, crise de légitimité. Comme si elle sortait d'une longue gueule de bois qui pèse encore sur sa langue, (et elle commence à réaliser sa vassalité vis-à-vis des Etats-Unis - mais ceci est un autre sujet).

Et si cette crise était celle du récit ? Une crise de la parole publique ? Une crise de la capacité à entendre ce qui dérange sans le transformer immédiatement en ennemi ?

On a longtemps cru que la propagande appartenait aux régimes autoritaires, à la Pravda, aux affiches, aux slogans. Peut-être n'a-t-elle jamais disparu. Peut-être s'est-elle simplement adaptée à l'époque : plus douce, plus morale, plus narrative... aussi séduisante qu'un animateur télé. —

La Suisse et l'Europe à l'épreuve de la censure

David Clerc - Après l'adoption en France d'une proposition de loi visant à interdire l'utilisation des réseaux sociaux aux moins de 15 ans, le Conseil fédéral est en train de préparer un rapport sur le sujet. Bien que ce projet puisse nous réjouir, certaines personnes se plaignent déjà car ce plan porte davantage sur la procédure de modération des réseaux sociaux, plutôt que sur son contenu. Nos maîtres-censeurs sont déjà vent debout pour remettre au cœur de l'actualité le combat contre la « désinformation » et les « discours de haine ».

L'exemple suisse

Comme dit plus haut, la Suisse n'est pas épargnée par la pression de la censure. En effet, une histoire a beaucoup fait parler il y a quelques mois, lorsqu'un certain Emanuel Brünisholz a déclaré sur Facebook qu'«il n'y a que l'homme et la femme». Après une plainte déposée par des militants LGBT très courageux, ce monsieur a été entendu par la police avant de devoir payer une amende de 500 francs, qu'il refusera naturellement de régler. Il sera alors emprisonné pendant 10 jours à partir du 2 décembre 2026. Il y a quelques jours, l'influenceur suisse Colin Walk nous a révélés, dans une de ses dernières vidéos, avoir été arrêté par la police ce 28 janvier 2026 et avoir passé plus de 4 heures au commissariat pour répondre d'un dossier de 83 pages de plaintes pénales venant de plusieurs associations LGBT et antiracistes. Cet homme s'est fait connaître, depuis maintenant plus d'un an, avec ses vidéos qui traitent de l'actualité et critiquent les dérives wokistes, tout cela sur un ton humoristique. Ces associations justifient leurs nombreuses plaintes sur la base de l'article 261bis du code pénal suisse qui vise à «protéger les personnes contre la discrimination et la haine», concept fourre-tout et très subjectif qui sert seulement à museler toute opposition à la doxa dominante.

Tour d'horizon européen

Le cas dystopique de la Grande-Bretagne est particulièrement inquiétant. Le journal The Times nous révèle que durant l'année 2023, plus de 12'000 personnes ont été arrêtées

à travers le pays pour des propos jugés «menaçants» ou «offensants» postés sur les réseaux sociaux. De nombreuses vidéos ont choqué la population, notamment certaines où nous pouvons voir des personnes âgées, arrêtées chez elles par la police après avoir écrit des commentaires sur internet.

En août 2025, une autre affaire avait défrayé la chronique au Royaume-Uni lorsqu'un père de famille avait été arrêté par la police pour avoir dit « nous aimons le bacon » lors d'une manifestation contre l'ouverture d'une nouvelle mosquée. Nous avons pourtant connu une police britannique beaucoup plus souple durant les affaires des grooming gangs pakistanais, ou envers les innombrables prédicateurs islamistes déclarant ouvertement, et face caméra, vouloir imposer la charia dans le pays, comme le tristement célèbre Anjem Choudary. L'Allemagne suit la Grande-Bretagne avec environ 3'500 arrestations concernant des commentaires en ligne. À l'inverse, un rapport publié par le *Net Freedom Project* nous apprend qu'en Russie, seules 882 poursuites pénales ont été enregistrées durant la même année 2023. Les donneurs de leçons démocratiques devraient balayer devant leur porte.

L'Union européenne, armée de son *Digital Services Act* (DSA), adopté en 2023, applique déjà une régulation très stricte qui risque très certainement d'influencer la Suisse dans le cadre du rapprochement avec l'UE. Plusieurs exemples récents peuvent nous inquiéter face à ce nouveau règlement des services numériques, comme l'amende de 200 millions d'euros appliquée par la Commission européenne au réseau social X, ou encore l'arrestation du dirigeant de *Telegram*, Pavel Durov. Il avait été interpellé, avant de rentrer en Russie, à l'aéroport du Bourget le 24 août 2024, dans le cadre d'une absence de modération concernant des activités fomentées sur sa plateforme. Ironie de l'Histoire, son compatriote Alexandre Soljenitsyne avait pourtant fait le voyage inverse lorsqu'il avait écrit son célèbre ouvrage *L'Archipel du Goulag* en février 1974 ! –

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : [cliquez ici !](#)

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.

Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)

D'avance, nous vous remercions